

Activité économique

Stable au premier trimestre, le PIB a progressé au deuxième trimestre 2021 (+1,1 %) selon les résultats détaillés des comptes trimestriels publiés fin août. Quoique l'activité ait à nouveau chuté en avril du fait du troisième confinement, se situant à -5,7 % en écart à l'avant-crise (c'est-à-dire par convention au quatrième trimestre 2019), elle a ensuite vivement rebondi avec la levée des mesures de restrictions, atteignant -2,8 % en mai par rapport à l'avant-crise puis -1,2 % en juin.

Ce niveau de juin, très proche de celui d'avant-crise, est le plus haut atteint depuis mars 2020. L'acquis de croissance à mi-année se situe ainsi à 4,8 % (en faisant donc l'hypothèse qu'au second semestre l'activité se maintienne au moins au niveau moyen atteint lors du deuxième trimestre). Cet acquis s'élève même à 5,9 % en faisant l'hypothèse que l'activité ne descende pas sous son niveau de juin pendant la seconde moitié de l'année. Dans un contexte de forte progression de la couverture vaccinale et d'instauration du passe sanitaire, la quatrième vague épidémique (avec la propagation du variant Delta en juillet-août) n'a pas conduit à des mesures de restrictions nationales similaires à celles du confinement d'avril 2021. Sous l'hypothèse que l'évolution de la situation sanitaire ne nécessite pas de nouvelles mesures de restrictions, notre scénario prévoit donc une poursuite de la reprise d'ici la fin de l'année, à un rythme toutefois plus modéré qu'au deuxième trimestre. L'activité se situerait au troisième trimestre entre -1 % et -½ % en écart à l'avant-crise, puis reviendrait globalement à son niveau d'avant-crise en fin d'année. Au total, sur l'ensemble de 2021, le PIB progresserait de 6 ¼ % par rapport à 2020 (après -8,0 %).

Au deuxième trimestre 2021, l'activité économique a globalement progressé par rapport au trimestre précédent

Au deuxième trimestre 2021, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels, l'activité économique s'est située à 3,2 % sous son niveau d'avant-crise (après -4,3 % au premier trimestre). Le confinement étendu le 3 avril au niveau national – avec la fermeture des commerces « non essentiels » et les restrictions de déplacement – a occasionné une nouvelle chute de l'activité, nettement moindre cependant que celle de novembre 2020 (► **figure 1**) et similaire à celle estimée dans la *Note de conjoncture* du 1^{er} juillet 2021. Le déconfinement en mai et juin a conduit à lever progressivement ces restrictions, mais aussi la plupart de celles en vigueur depuis octobre 2020 (couvre-feu, fermetures de certaines activités comme les restaurants ou les lieux de loisirs). Le rebond a été plus fort que prévu, l'activité atteignant -1,2 % en juin en écart à l'avant-crise (contre -2 ½ % prévu).

Après un pic ponctuel en janvier et son contrecoup en février, l'industrie s'est stabilisée en mars, et n'a que peu progressé ensuite : globalement, son activité a stagné entre le premier et le deuxième trimestres, demeurant en moyenne trimestrielle à -2,7 % en écart à l'avant-crise (► **figure 8**). L'agro-alimentaire s'est maintenu au-dessus de son niveau d'avant-crise, tandis que les « autres branches industrielles » (chimie, textile, métallurgie...) poursuivaient leur reprise au mois le mois. L'activité de la fabrication des biens d'équipement, avec un à-coup ponctuel en mai, s'est en revanche située au deuxième trimestre un peu en deçà de celle du précédent, pouvant

► 1. Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues

écart d'activité économique par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : en juin, l'activité économique a été en retrait d'environ 1,2 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle se s'établirait en septembre à -0,4 % par rapport à ce niveau.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

traduire les difficultés d'approvisionnement rencontrées par ce secteur. Dans la fabrication de matériels de transport, affectée elle aussi par les difficultés d'approvisionnement et notamment par les pénuries de composants électroniques, l'activité a continué de baisser au deuxième trimestre 2021, par rapport au niveau – déjà dégradé – du premier. L'activité de la construction, fortement révisée à la hausse s'agissant du premier trimestre, a continué de se redresser au deuxième trimestre. De même, les services marchands ont progressé, passant de -6,3 % par rapport à l'avant-crise au premier trimestre à -4,5 % au deuxième. Dans les services déjà soumis à des restrictions avant le troisième confinement (hébergement-restauration, services de transport, autres activités de services – sport, culture, loisirs), l'activité est restée relativement stable en avril par rapport aux mois précédents ; dans le commerce, au contraire, elle a fortement chuté. Dans toutes ces branches, elle a vivement rebondi en mai et juin pour se situer à un niveau nettement supérieur à celui de l'an passé pour ces mêmes mois, sans revenir toutefois au niveau d'avant-crise. Les autres services marchands (information-communication, services immobiliers, financiers et aux entreprises), peu ou pas affectés par les nouvelles restrictions, ont dépassé en juin leur niveau d'avant-crise. L'activité des services non marchands a été marquée en avril par une baisse, liée principalement aux fermetures d'écoles et de crèches ; mais en moyenne sur le trimestre, elle s'est située autour de son niveau d'avant-crise.

Par ailleurs, selon l'estimation flash publiée début août, l'emploi salarié privé a augmenté de 1,2 % entre la fin du premier trimestre et la fin du deuxième (soit environ 240 000 créations nettes d'emplois). C'est nettement plus que ce qui avait été prévu dans la dernière Note (environ 100 000 créations nettes prévu sur le champ de l'emploi salarié, public et privé) mais, à l'inverse, c'est

moins que la progression de l'activité estimée au mois le mois sur la période, du fait notamment du moindre recours au chômage partiel (► encadré).

Au second semestre 2021, l'activité continuerait à progresser mais de façon plus modérée, à partir du haut niveau atteint en juin

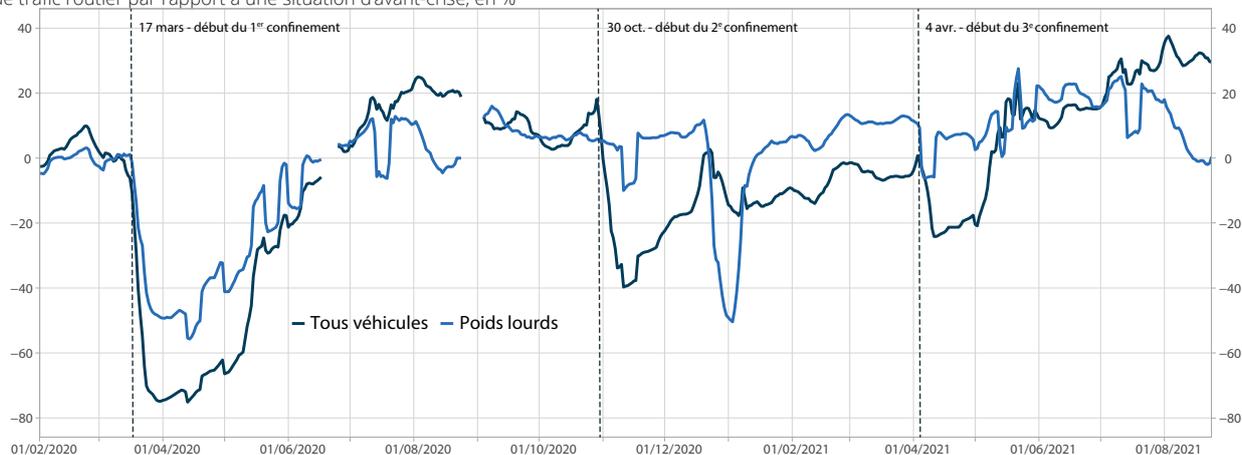
Pendant la période estivale, et pour la première fois depuis le mois d'octobre 2020, l'économie a été presque totalement ouverte au niveau national – malgré des exceptions locales, notamment outre-mer, liées à une dégradation de la situation sanitaire – et ce même si certaines mesures ont perduré (port du masque en intérieur, distanciation sociale) ou ont été instaurées (passe sanitaire) dans un contexte de progression de la couverture vaccinale.

Parmi les indicateurs à haute fréquence disponibles sur la période, le trafic routier se situe depuis début juillet 2021 à un niveau nettement supérieur à la période de référence (février 2020), et dépassant également le niveau atteint l'été dernier (► figure 2). Le trafic de poids lourds témoigne aussi d'une situation qui s'est normalisée depuis la fin du troisième confinement, la baisse de trafic enregistrée en août apparaissant davantage comme un phénomène saisonnier.

Du côté des services, le nombre de requêtes sur le moteur de recherche Google a fortement rebondi à partir de la mi-mai pour tous les champs sémantiques étudiés habituellement dans les *Notes de conjoncture*, reflétant le dynamisme de la demande dans ces secteurs (► figure 3). Les requêtes ont atteint un niveau particulièrement élevé, au-dessus de la moyenne, pour les champs « restaurant » et « cinéma » ; proche de la moyenne pour « train », « boutique » et « hôtel » ; mais encore bas (autour de -25 %) pour « théâtre » et « aérien ». On distingue fin juillet et début août des

► 2. Trafic routier en France

perte de trafic routier par rapport à une situation d'avant-crise, en %



Lecture : le 22 août 2021, l'indicateur de trafic routier en France était de 2 % inférieur pour les poids lourds et de 31 % supérieur pour tous les véhicules, par rapport à une situation d'avant-crise.

Note : le dernier point de données est le 24 août 2021. La situation d'avant-crise est définie comme la moyenne du trafic journalier sur la période du 13 janvier au 9 février 2020.

Source : Cerema, calculs Insee

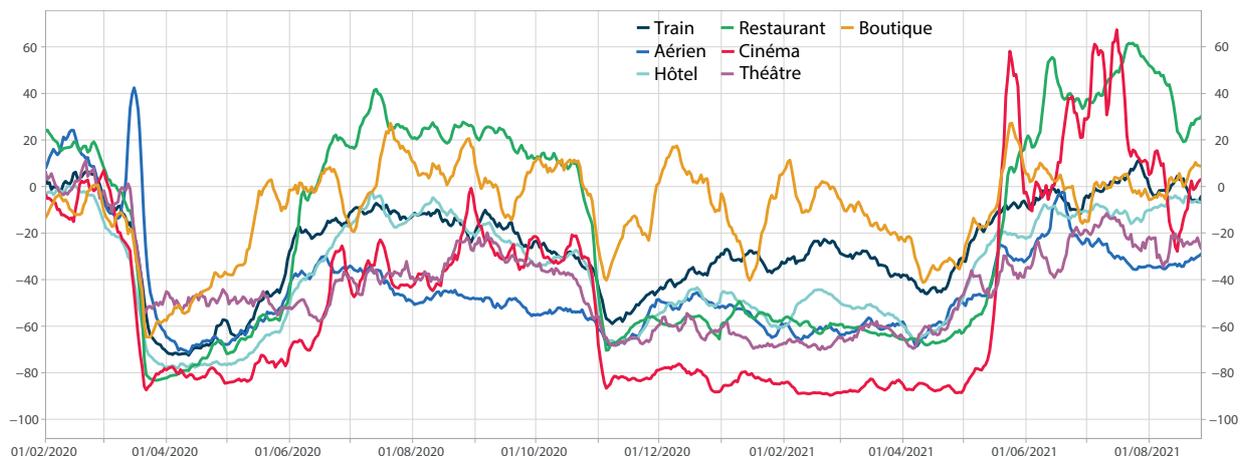
inflexions à la baisse pour ces deux premiers champs, sans toutefois pouvoir les associer avec l'instauration du passe sanitaire, dans la mesure où les requêtes associées à ces mots-clés étaient déjà orientées à la baisse les semaines précédentes ; de plus, elles semblent repartir à la hausse fin août.

Les climats des affaires se situent par ailleurs depuis le mois de mai très au-dessus de leur moyenne de long terme (100) et ce dans l'ensemble des principaux secteurs, traduisant notamment la levée des restrictions les plus pénalisantes. Ils tendent néanmoins à se tasser dans les services : après une remontée très rapide liée aux réouvertures en mai-juin, il n'est donc pas surprenant d'observer ensuite un ralentissement de l'activité (c'est-à-dire une moindre vitesse de progression). D'autre part, la quatrième vague épidémique (avec la mise en place du passe sanitaire pour contribuer à l'endiguer) peut susciter des inquiétudes, par exemple dans l'hébergement-restauration et le commerce.

Par ailleurs, depuis le début de l'année, les enquêtes de conjoncture montrent une hausse des obstacles à la production, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement – dans le cas de l'industrie et du bâtiment – et la main-d'œuvre – dans l'ensemble des secteurs, même si les situations sont contrastées. De fait, de plus en plus d'entreprises de l'industrie et du bâtiment déclarent être limitées dans leur production par des difficultés d'approvisionnement (► **figure 4**). Dans la plupart des secteurs, la part des entreprises concernées marque un point haut par rapport aux années précédentes. C'est notamment le cas dans la fabrication de biens d'équipement (plus d'une entreprise sur deux concernée) ou dans le bâtiment. Dans la fabrication de matériels de transport, la proportion d'entreprises concernée se rapproche de ses plus hauts niveaux, avec des difficultés particulières dans l'automobile qui ont fait baisser la production au premier semestre.

► 3. Fréquence de recherche de mots-clés sur internet

en %



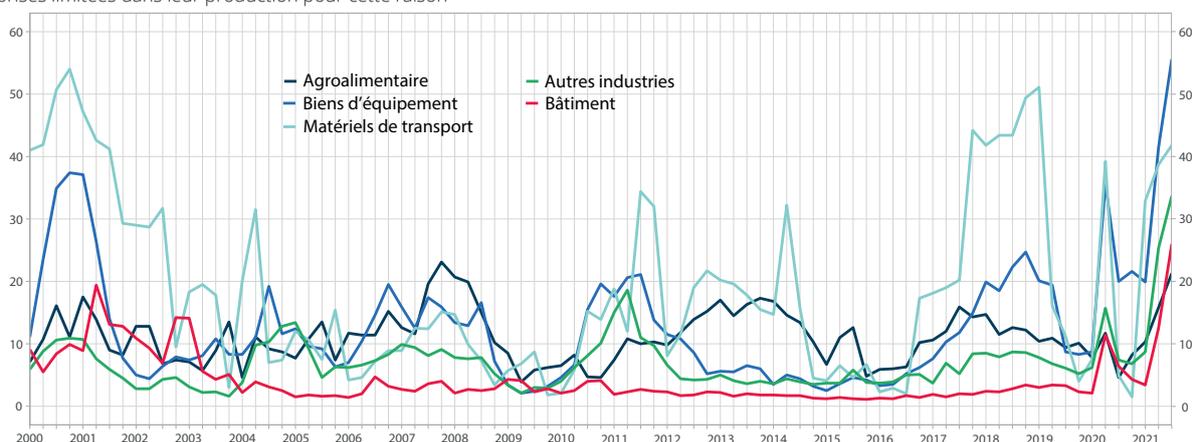
Lecture : le 27 août 2021, la moyenne mobile sur 7 jours du nombre de recherches du sujet « restaurant » sur Google en France était supérieure de 30 % par rapport à la moyenne des moyennes mobiles sur 7 jours des 27 août entre 2017 et 2019.

Note : la date du dernier point est le 27 août 2021.

Source : Google Trends, calculs Insee

► 4. Difficultés d'approvisionnement dans les grands secteurs industriels et le bâtiment

% d'entreprises limitées dans leur production pour cette raison



Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires. Dernier point : juillet 2021

Source : Insee, enquêtes de conjoncture

Conjoncture française

L'insuffisance de main-d'œuvre semble constituer également un obstacle à la production pour de plus en plus d'entreprises, et ce dans l'ensemble des grands secteurs (► **figure 5**). La part des entreprises concernées se situe en moyenne autour de 15 % dans l'industrie et les services, restant toutefois en deçà des points hauts des années précédentes. Dans le bâtiment, elle

se situerait à 40 %, mais là aussi en deçà des niveaux de 2019. Dans l'industrie, l'insuffisance de main-d'œuvre est citée comme obstacle par l'ensemble des secteurs, hormis celui des matériels de transport où les difficultés d'approvisionnement représentent probablement la limite principale à la production (► **figure 6**). Dans les services en revanche, l'insuffisance de main-d'œuvre semble

► 5. Part d'entreprises déclarant que leur activité est limitée par l'insuffisance de personnel

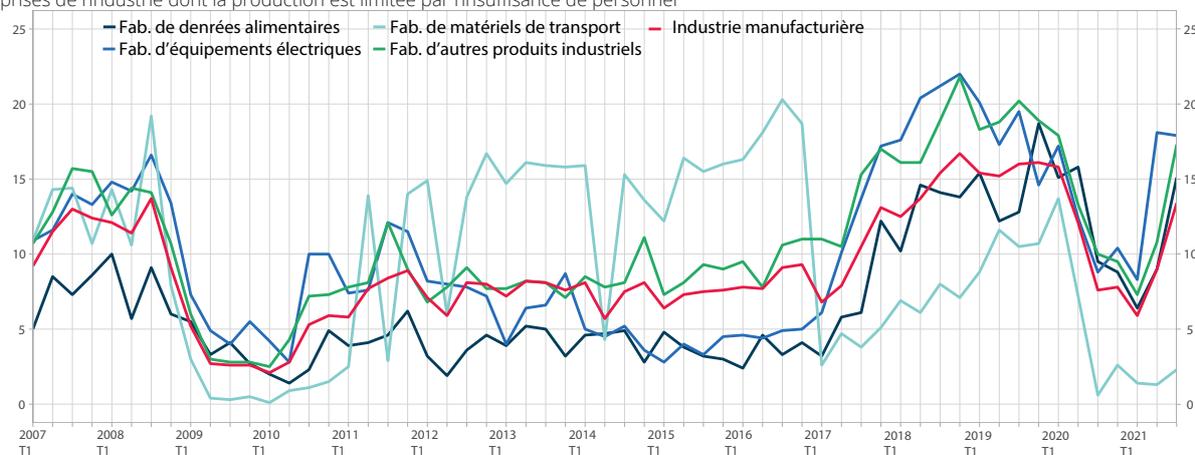
% d'entreprises dont la production est limitée par l'insuffisance de personnel



Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires. Dernier point : juillet 2021
Source : Insee, enquêtes de conjoncture

► 6. Industrie : part d'entreprises déclarant que leur activité est limitée par l'insuffisance de personnel

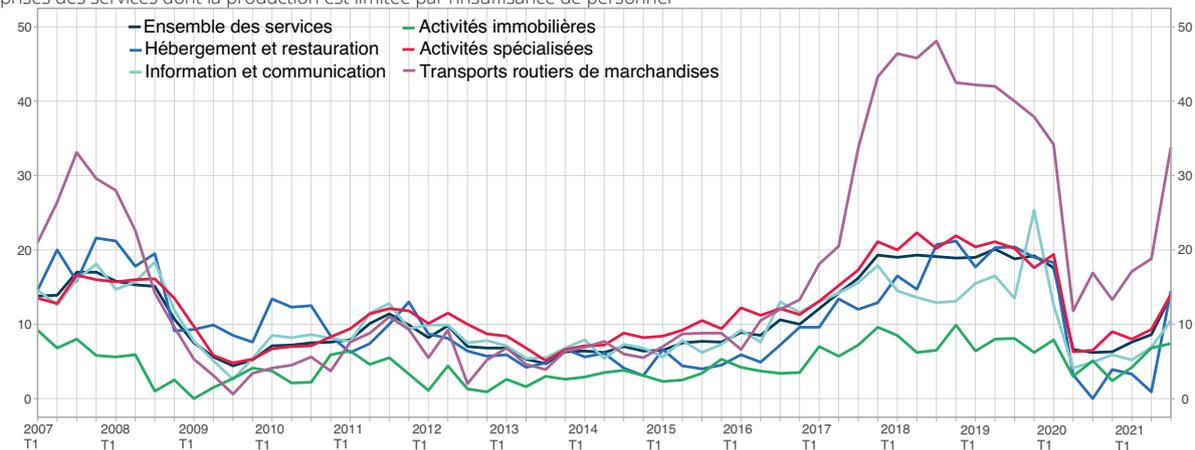
% d'entreprises de l'industrie dont la production est limitée par l'insuffisance de personnel



Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires. Dernier point : juillet 2021
Source : Insee, enquêtes de conjoncture

► 7. Services : part d'entreprises déclarant que leur activité est limitée par l'insuffisance de personnel

% d'entreprises des services dont la production est limitée par l'insuffisance de personnel



Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires. Dernier point : juillet 2021
Source : Insee, enquêtes de conjoncture

affecter des secteurs spécifiques, les services de transport et l'hébergement-restauration notamment (► **figure 7**), sans néanmoins retrouver les points hauts de 2019.

Au total, ces différents éléments conduisent à confirmer le scénario d'une poursuite de la reprise au second semestre, sous l'hypothèse de l'absence de nouveau choc sanitaire, et comme déjà présenté dans la *Note de conjoncture* du 1^{er} juillet. Les difficultés d'offre rencontrées par les entreprises tendraient à modérer la dynamique de cette reprise dans certains secteurs. Globalement, l'activité économique retrouverait en fin d'année son niveau d'avant la crise (► **figure 1**), malgré la persistance de contrastes sectoriels. Le PIB se situerait respectivement à -0,6 % et -0,1 % en écart à l'avant-crise au troisième puis au quatrième trimestre 2021.

Au niveau sectoriel, l'industrie repartirait à la hausse au second semestre, atteignant -2 % par rapport au niveau d'avant-crise au troisième trimestre puis -1 % au quatrième (► **figure 8**). Elle serait portée par l'agroalimentaire, qui progresserait lentement par rapport au niveau haut de juin (► **figure 9**), les « autres branches industrielles » (chimie, textile, métallurgie...) et les biens d'équipements, lesquels reviendraient au niveau d'avant-crise. Dans ces deux dernières branches, les contraintes

d'offre n'induiraient pas de baisse, les perspectives personnelles de production indiquées par les entreprises dans les enquêtes de conjoncture étant bonnes. Les pénuries dans l'automobile continueraient de peser sur l'activité de la branche des matériels de transport, occasionnant la fermeture ponctuelle de certaines chaînes de production. L'activité dans la construction poursuivrait sa hausse et se situerait à -2 % au quatrième trimestre, par rapport au niveau d'avant-crise.

Dans les services principalement marchands, le fort rebond dans les branches affectées auparavant par les restrictions conduirait d'ici la fin de l'année à des niveaux d'activité inédits depuis le début de la crise : le commerce reviendrait à son niveau d'avant-crise et dans l'hébergement-restauration, les services de loisirs et les services de transport, l'activité continuerait à progresser sans toutefois rejoindre ce niveau, certains facteurs pesant de façon structurelle sur la demande (le recours plus fréquent au télétravail, la reprise inégale du tourisme international et des voyages d'affaires...). Dans le commerce, l'hébergement-restauration et les services de transport, l'activité pourrait avoir été affectée en août par l'instauration du passe sanitaire, mais de façon ponctuelle et modérée. Par ailleurs, les branches

► 8. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2021 par branche, en moyenne trimestrielle

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Branche	Poids*	2020				2021			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0,2	0,2	0,1	-0,8	-1,8	-2,4	-1	-1
Industrie	14	-5,2	-21,3	-5,6	-3,5	-2,7	-2,7	-2	-1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-0,6	-9,4	-1,4	-3,0	0,5	2,1	4	4
Cokéfaction et raffinage	0	6,8	28,2	21,7	31,0	128,4	103,0	83	83
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-7,0	-23,9	-6,7	-4,1	-2,4	-3,4	-1	0
Fabrication de matériels de transport	2	-12,7	-50,1	-21,1	-18,1	-23,2	-26,5	-23	-23
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,7	-22,4	-5,9	-3,3	-1,3	-1,5	-1	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-2,7	-11,7	0,6	3,5	2,4	3,9	3	3
Construction	6	-12,6	-34,6	-6,5	-6,8	-5,9	-3,2	-2	-2
Services principalement marchands	57	-5,4	-17,9	-4,5	-6,1	-6,3	-4,5	-1	0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-6,2	-17,4	-0,3	-2,1	-2,3	-3,2	-1	0
Transports et entreposage	5	-11,0	-33,7	-18,2	-21,5	-19,0	-14,8	-8	-8
Hébergement et restauration	3	-20,6	-59,6	-26,9	-48,4	-55,1	-42,1	-16	-11
Information et communication	5	-1,7	-7,2	0,0	2,5	3,9	4,7	7	7
Activités financières et d'assurance	4	-4,7	-15,2	-2,8	-1,9	-0,3	1,7	2	3
Activités immobilières	13	-1,3	-3,8	-0,8	-0,5	-0,3	0,4	0	1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-4,4	-17,7	-2,7	-1,7	-2,3	-0,9	1	1
Autres activités de services	3	-10,3	-41,6	-13,3	-25,1	-27,1	-22,0	-11	-8
Services principalement non marchands	22	-4,6	-15,1	1,2	-0,1	0,2	-0,1	1	1
VA totale	100	-5,5	-18,4	-3,5	-4,4	-4,3	-3,2	-0,6	-0,1
<i>Taxes et subventions</i>		<i>-7,1</i>	<i>-18,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>-4,1</i>	<i>-3,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,1</i>
PIB		-5,7	-18,4	-3,3	-4,3	-4,3	-3,2	-0,6	-0,1

■ Prévisions

Lecture : au troisième trimestre 2021, la perte d'activité dans la branche de l'hébergement-restauration serait de -16 % par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Conjoncture française

déjà passées au-dessus de leur niveau d'avant-crise resteraient dynamiques (information-communication et services aux entreprises, en particulier), selon un rythme plus tendanciel. L'hétérogénéité ne disparaîtrait donc pas entre les services auparavant directement affectés par les restrictions et ceux qui ne l'étaient pas. Au total, l'activité des services principalement marchands se situerait à 1 % sous le niveau d'avant-crise au troisième trimestre, revenant ensuite quasiment à ce niveau au quatrième trimestre. Dans les services principalement non marchands, l'activité rejoindrait également une trajectoire de hausse plus tendancielle.

En variation trimestrielle, le PIB augmenterait alors de 2,7 % au troisième trimestre, puis de 0,5 % au quatrième (► **figure 10**). Au total, en moyenne annuelle, il rebondirait vivement en 2021 (+6 ¼ % après -8,0 %). Le scénario pour la fin d'année reste bien sûr entouré d'incertitudes : il est, notamment, conditionné à une stabilisation de la situation sanitaire et aux évolutions chez nos partenaires. De nouvelles restrictions pourraient peser sur l'activité en cas de reprise de l'épidémie que la couverture vaccinale ne suffirait pas à juguler ; de même pour les problèmes d'approvisionnement s'ils persistent. Inversement, il n'est pas exclu que l'activité progresse plus vite que prévu si la situation sanitaire ne se dégrade pas à nouveau et si la dynamique de dépense se maintient. ●

► 9. Estimation puis prévision des pertes mensuelles d'activité économique en 2021 par branche

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Branche	Poids*	2021								
		janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-1	-1
Industrie	14	-1	-4	-3	-3	-3	-2	-2	-2	-1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	1	-1	1	1	2	4	4	4	4
Cokéfaction et raffinage	0	111	127	148	142	95	73	83	83	83
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-1	-3	-4	-3	-5	-3	-2	-1	0
Fabrication de matériels de transport	2	-18	-26	-26	-25	-26	-28	-23	-23	-23
Fabrication d'autres produits industriels	6	1	-3	-2	-2	-2	-1	-1	-1	-1
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	4	1	2	3	5	4	3	3	3
Construction	6	-7	-5	-5	-3	-3	-3	-3	-2	-2
Services principalement marchands	57	-6	-7	-6	-8	-4	-1	-1	-1	-1
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-2	-3	-3	-7	-2	0	-1	-1	0
Transports et entreposage	5	-20	-19	-19	-19	-14	-12	-8	-7	-8
Hébergement et restauration	3	-56	-55	-54	-58	-44	-25	-14	-19	-14
Information et communication	5	4	3	4	3	5	6	7	7	7
Activités financières et d'assurance	4	-1	0	0	-1	2	4	2	2	2
Activités immobilières	13	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-2	-3	-2	-3	0	1	1	1	1
Autres activités de services	3	-27	-28	-27	-31	-21	-14	-11	-12	-11
Services principalement non marchands	22	0	0	0	-1	0	1	1	1	1
VA totale	100	-4,0	-4,7	-4,2	-5,4	-2,9	-1,3	-0,8	-0,7	-0,4
Taxes et subventions		-4,3	-4,0	-3,9	-7,6	-2,1	0,0	-0,8	-0,7	-0,4
PIB		-4,0	-4,6	-4,2	-5,7	-2,8	-1,2	-0,8	-0,7	-0,4

■ Prévisions

Lecture : en juillet 2021, la perte d'activité dans la branche de l'hébergement-restauration serait de -14 % par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

► 10. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2021

	2020				2021				2020	2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Variation trimestrielle (en %)	-5,7	-13,5	18,6	-1,1	0,0	1,1	2,7	0,5	-8,0	6 ¼
Écart par rapport au niveau d'avant-crise (T4 2019)	-5,7	-18,4	-3,3	-4,3	-4,3	-3,2	-0,6	-0,1		

■ Prévisions

Lecture : au troisième trimestre 2021, le PIB se situerait à -0,6 % par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), en progression (+2,7 %) par rapport au deuxième trimestre 2021.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

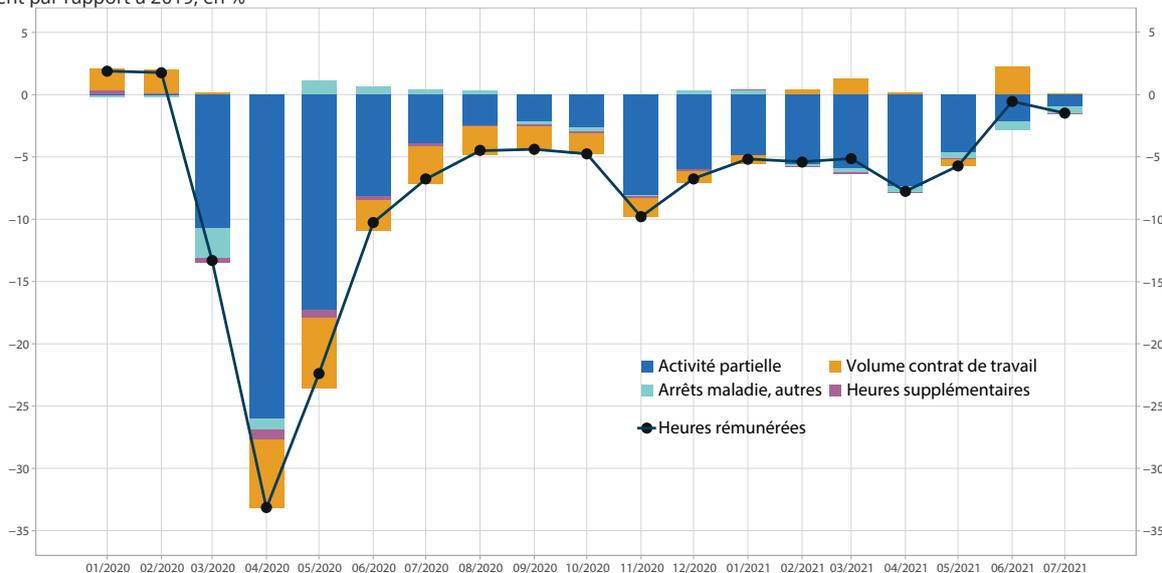
L'emploi salarié a fortement progressé au deuxième trimestre

Entre la fin du premier trimestre et la fin du deuxième 2021, l'emploi salarié privé a augmenté de 1,2 % selon l'estimation flash publiée en août. Bien que cette progression soit nettement plus forte que celle prévu dans la *Note de conjoncture* du 1^{er} juillet (+0,3 % sur le champ de l'emploi salarié public et privé), elle reste inférieure à l'évolution de l'activité sur la période : entre mars et juin, l'activité a augmenté d'environ 3 % selon les estimations effectuées à partir des résultats détaillés du deuxième trimestre, passant de -4 % en mars en écart au niveau d'avant-crise à -1 % en juin. Ce moindre dynamisme de l'emploi s'explique essentiellement par le moindre recours à l'activité partielle de la part des entreprises, lesquelles ont pu accroître leur production en embauchant du personnel supplémentaire mais aussi en mobilisant leurs salariés auparavant en chômage partiel.

À cet égard, la dynamique des heures rémunérées¹ reflète beaucoup mieux que l'emploi l'évolution de l'activité. De fait, les heures rémunérées, telles qu'estimées à partir de la déclaration sociale nominative des entreprises, traduisent le travail effectif à l'œuvre dans l'économie. En mars 2021, les heures rémunérées se situaient 5 % en deçà de leur niveau de mars 2019 ; puis, en juin, elles se trouvaient à environ 1 % en deçà du niveau de juin 2019, soit une progression proche de celle de l'activité au sens du PIB. Le moindre recours à l'activité partielle explique l'essentiel de cette progression (► [figure](#)). ●

► Évolution par rapport à 2019 du volume de travail rémunéré et contributions à cette évolution

Glissement par rapport à 2019, en %



Source : DSN ; traitements provisoires Insee

¹ Voir l'éclairage du *Point de conjoncture* du 17 novembre 2020 : « Le volume de travail rémunéré par les entreprises, un indicateur précieux pour analyser la crise actuelle ».